

## COLÈRE DES CITOYENS À ANNABA

## Le wali tente d'apaiser les esprits

**Dans un but évident de calmer les esprits surchauffés ayant donné lieu ces dernières semaines à des actes de violence et d'émeutes enregistrés dans différentes communes de la wilaya dont celle du chef-lieu, un débat a été engagé dimanche par le wali.**

Y ont participé les membres de l'exécutif de wilaya, les élus de l'Assemblée populaire de wilaya et des douze communes, et les représentants de la société civile réunis en associations de quartier.

Cette rencontre, à laquelle ont également pris part des chefs d'entreprise, des banques et des syndicalistes, a permis de mettre en relief plusieurs éléments déterminants. Ils ont été révélés par le directeur de l'exécutif et ses proches collaborateurs qui ont souligné que bon nombre de secteurs liés au développement de la wilaya ont été négligés.

Il s'agit notamment des infrastructures liées à l'emploi, le logement, l'éducation, l'enseignement, la formation professionnelle, l'apprentissage, l'environnement et la qualité de vie de la population. Ce que prouve du reste le travail d'évaluation établi par la direction de la planification dans le domaine de l'utilisation des crédits destinés au Plan de développement des communes.

Il en a résulté que des communes ont été dans l'incapacité de faire face à toutes les difficultés, de moduler leurs actions en fonction des moyens mis à leur disposition et de déterminer l'emploi de ces moyens pour une plus grande

efficacité à même de répondre aux attentes des habitants de la wilaya.

Les enveloppes financières annuellement allouées dans ce cadre sont très importantes. Il ressort que de 1999 à 2008, la wilaya de Annaba a consommé 18 000 milliards de dinars, réalisé 51 000 logements et accordé aux douze communes 850 milliards DA. Dans son intervention, le directeur de la réglementation et de l'administration générale a précisé que les crédits d'intervention engagés par secteur ont été en constante progression. Cette dernière est le résultat de la poursuite, ces dix dernières années, de l'innovation budgétaire et financière qui a permis de dégager des Autorisations de programme (AP) et des Crédits de paiement (CP) conséquents.

Elle n'a, cependant, pas permis d'atteindre les objectifs tracés faute d'actions de la majorité des communes. Celle du chef-lieu de wilaya figure en tête de liste pour être à l'origine de l'immobilisation inutile des AP destinées à des opérations planifiées.

La consommation des AP et des CP par la commune d'Annaba n'a pas dépassé les 20% au moment où les attentes des citoyens sont immenses. «L'innovation dans la

gestion des moyens financiers engagés par la wilaya aurait dû permettre la mise en œuvre rapide des engagements de l'Etat pour le développement économique local et l'amélioration des conditions de vie de la population. C'est dans ce cadre que les concepteurs locaux du plan de développement avaient pris des dispositions pour assurer une meilleure complémentarité entre les actions et les différents secteurs d'intervention dont celui des communes», a indiqué Mohamed Ghazi, wali d'Annaba qui avait présidé les débats.

Il a par ailleurs souligné les efforts consentis par son administration pour un meilleur développement économique, le soutien à l'agriculture, au tourisme, à la pêche, aux infrastructures de base, à l'aménagement du territoire et du foncier ainsi qu'à la valorisation de l'environnement et du cadre de vie des habitants. Dans leurs rétrospectives, les directeurs de la planification et celui de l'administration générale ont longuement insisté sur les moyens mis en œuvre et visant à augmenter la compétence des gestionnaires. «Le titre de 1<sup>er</sup> pôle de développement national a été attribué par les plus hautes autorités du pays à notre wilaya. C'est dans ce cadre qu'une enveloppe financière lui a été dégagée durant la décennie écoulée. De l'ordre de 18 000 milliards DA et destinée au développement économique, elle

témoigne du souci qu'accordent les décideurs à la cohérence et à la complémentarité des politiques de la wilaya dans sa stratégie d'ensemble. Je m'étonne que certaines communes n'aient pas mis en pratique les compétences existantes à leur niveau.»

Les débats qui ont suivi ont été très révélateurs de la situation de la wilaya d'Annaba. Des représentants d'association ont, en effet, dénoncé les actes de corruption sévissant à différents niveaux de l'administration de l'Etat.

«La population annabie ne connaît pas la majorité de ses élus. Alors que les portes du cabinet du wali sont grandes ouvertes devant nous, celles de nos élus sont toujours fermées. Exception faite d'un seul élu de l'APN, cette même population ne connaît pas ceux censés la représenter à l'APN et au Sénat. D'ailleurs, malgré l'importance de cette rencontre, ils sont absents. Cela est révélateur du peu d'intérêt qu'ils accordent à leurs administrés», interviendra un membre d'une association.

Comme pour consolider cette affirmation, le jour même, les éléments de la brigade de répression du banditisme de Sidi Amar procédaient à l'arrestation du 1<sup>er</sup> vice-président de l'APW.

Selon nos informations, il est accusé de divers délits dont celui du trafic d'influence, d'enrichissement illicite et de corruption.

A. Bouacha

## SIDI-BEL-ABBÈS

## Sit-in des résidents devant la direction des œuvres universitaires

**Dans la journée de lundi dernier, les résidents des cités de l'université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès ont, à l'appel de l'UNEA (Union nationale des étudiants algériens), observé un important sit-in devant la direction des œuvres universitaires pour, déclarent-ils, dénoncer la «situation déplorable dans laquelle nous nous débattons».**

Les contestataires parlent de l'insécurité, de l'absence de contrôle, des vols, des violences et de l'anarchie qui règne au niveau des résidences universitaires, sans parler des cinq cités dont celles des 1000 lits, 1500 lits et 3 autres qui continuent à fonctionner sans directeur ouvrant la voie à toutes formes de dépassements. Aussi, souligne le communiqué rendu public, les résidents ont eu à déplorer le décès d'un des leurs en novembre dernier dans la cité 1000 lits, le vol de madriers, mobylettes... Dans celle des

1500 lits dernièrement, un étudiant a été évacué vers les UMC du CHU de Sidi-Bel-Abbès lors d'une rixe au niveau d'un restaurant universitaire. Son antagoniste, ajoute le communiqué, a été placé sous mandat de dépôt.

Tous ces graves accidents viennent s'ajouter à d'autres insuffisances et absences, soulignent-ils, telles que le manque d'eau potable, les coupures intempestives d'électricité, l'absence d'éclairage, le manque d'équipement dans les

chambres, d'hygiène, l'absence d'activités culturelles et sportives. Face à un dialogue dont toutes les issues ont été fermées par le directeur des œuvres universitaires, déclarent les contestataires, nous avons décidé de radicaliser notre mouvement de protestation avec l'observation de ce sit-in pour attirer l'attention des responsables sur notre situation en vue d'un meilleur quotidien de résident universitaire.

A. M.

## Une étudiante chute d'une fenêtre

Une étudiante âgée de 19 ans aurait dernièrement chuté d'une fenêtre alors qu'elle tentait de rejoindre une autre fenêtre dans une cité universitaire.

La chute qui lui a occasionné des fractures à la jambe et à la main a nécessité son admission au niveau du service de traumatologie du CHU de Sidi-Bel-Abbès où elle vient de subir une opération.

A. M.

## OUM-EL-BOUAGHI

## «Faire la ville»: thème d'un séminaire international organisé par l'université

**L'institut de gestion des techniques urbaines de l'université Larbi-Ben-M'hidi d'Oum-El-Bouaghi a organisé un séminaire international sous le thème «Faire la ville : par quelles pratiques et par quels projets».**

Ce séminaire qui s'est étalé sur deux jours, les 26 et 27 avril 2009, a vu la participation d'éminents scientifiques de plusieurs pays : Tunisie, Mali, France, Maroc.

M. Zaâlane A., wali d'Oum-El-Bouaghi, a, après une allocution, donné l'ouverture officielle des travaux du séminaire, sous la présidence du docteur Bouchemal S.. Les intervenants développèrent des sujets inhérents au thème du séminaire. Le géographe Semmoud B., professeur à l'université de

Paris, donna son regard sur la ville en Algérie, ensuite ce fut au tour de Guy Burgel, également professeur à Paris, d'exposer le thème «Performances d'auteurs et jeux d'acteurs», suivi par Mohamed A., P<sup>r</sup> à l'université d'Alger, sous le

thème «Faire la ville : un acte citoyen». Ensuite, les débats ouverts aux participants, composés essentiellement des étudiants en GTU, ont porté sur les expériences des universités étrangères dans le domaine de l'urbanisme. Dans

l'après-midi, les groupes se sont scindés en quatre ateliers où plusieurs thèmes ont été développés par les intervenants pour apporter leur expérience à l'université algérienne.

Moussa Chtatha

## Les lauréats de l'établissement RHP honorés à Ain-Beida

Louable est l'initiative de l'association El-Qods, présidée par M<sup>me</sup> Lounici L., et celle de l'Aide et la promotion de l'enfant pour avoir procuré le sourire à des lauréats de l'établissement scolaire RHP. Les organisateurs de cette fête ont égayé l'établissement le temps d'une journée animée par des chants et sketches, ce qui a fait la particularité de cet établissement banlieusard, où le taux de résultats honorable obtenu par les élèves dépasse

les 20%. Le mérite revient à M. Mekhloufi N., chef de l'établissement, ainsi qu'à l'ensemble du corps professoral pour son abnégation. Des prix ont été décernés aux lauréats ainsi qu'au personnel du collège et une collation conviviale a été offerte aux invités. Bravo aux deux associations pour cette initiative et souhaitons à l'établissement pleine réussite pour d'autres challenges.

M. C.

CONSTANTINE  
Délocalisation  
du quartier  
Ben-Zouid-Amman

Près de 140 familles qui résidaient au vieux quartier Zouid-Amman, appelé communément Djenane T'china (jardin des orangers), située au bas du pont de Sidi-Rached, ont été relogées hier à la nouvelle ville Ali-Mendjeli.

Cette délocalisation s'inscrit, selon les services de la wilaya, dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire. L'assiette foncière récupérée devra abriter, comme Bardo, une partie de la cité future promise par la wilaya aux termes du projet de modernisation de la ville des Ponts. Aucune contestation majeure n'a été enregistrée et l'opération s'est déroulée plutôt dans le calme à l'exception du refus d'une famille de quitter son logement en menaçant de se suicider collectivement, empêchant ainsi les ouvriers mobilisés par la wilaya pour raser les immeubles vidés de s'y approcher dans un premier temps.

L'intervention des agents de l'ordre, déployés en nombre impressionnant, a vite dissuadé les membres de cette famille qui, apparemment, n'ont pas apprécié les logements de rechange.

Les agents  
de sécurité bloquent  
l'accès à la faculté  
de droit

Lundi dernier, les étudiants et les enseignants de droit à Constantine ont été pris en otages par les agents de sécurité de cet établissement universitaire qui ont bloqué tout accès au campus abritant leur faculté en signe de protestation contre l'incarcération d'un collègue. Une détention décidée sur la base de la plainte portée par un enseignant. Cet agent de sécurité travaillant au même campus, lequel a été placé, mercredi dernier, par le procureur de la République sous mandat de dépôt, aurait ainsi empêché ledit enseignant d'accéder à l'institut avant de l'agresser physiquement. Les agents de sécurité qui revendiquent de l'administration de l'université d'intervenir pour «régler» cette affaire et libérer leur pair, ont totalement paralysé la faculté. Néanmoins, les universitaires qui se sont vu interdire l'entrée pendant toute la journée d'hier et qui, jusqu'ici, se révoltent en sourdine n'ont cessé de dénoncer les écarts de comportement de ces agents censés assurer la sécurité à l'intérieur des campus. Une situation pour le moins agaçante où les étudiants comme les enseignants endurent carrément le mépris de ces agents qui, encore une fois, ont imposé leur le diktat aux universitaires de par cette protestation.

L'acquittement  
pour les  
enseignants  
du Cnapest

La cour de Constantine a innocenté lundi dernier les quinze enseignants affiliés au Cnapest (Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) et poursuivi pour attroupement non autorisé devant le siège de la direction de l'éducation de cette circonscription. Ces enseignants, que le tribunal correctionnel de Ziadia a condamnés à une peine de deux mois de prison et qui ont introduit un appel pour bénéficier ainsi de l'acquittement, comptent, selon des syndicalistes, tenter une autre action en justice pour revendiquer leur réhabilitation.

L. H.